

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

BUREAUX
 ROUBAIX - 65-71, Grande-Rue. Tél. 2728. 2712 et 2714.
 TOURCOING - 21, rue Carnot. Tél. 37.
 LILLE - 3, rue Faidherbe. Tél. 539.51.
 PARIS - 25, boulevard des Capucines. Tél. Professionnel 71.24.
 MOUScron - 105, rue de la Station. Tél. 2.44.
ANCIENS DIRECTEURS
 Jean Roboux
 Alfred Roboux
 Rodolphe Alfred Roboux

MALADIES de la PEAU
VICES du SANG
 SPÉCIALITÉS RENOMMÉES
 Laboratoire scientifique de la PHARM. DU TROICEN ROUBAIX
 Docteur VERHARDT
 Reçoit tous les jours. Men spécialité venant

BILLET PARISIEN

Un vote qui exprime le sentiment populaire

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 15 JANVIER (minuit).

La Chambre, à l'unanimité des cinq cent quatre-vingt-onze votants, a adopté le projet de loi tendant à la prohibition des enrôlements de citoyens français en Espagne.

Ce vote unanime est le fait essentiel de la journée; les escarmouches, parfois assez vives, qui se sont engagées entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche, passent au second plan. Même sur la question du rappel d'Espagne des volontaires déjà enrégimentés, M. Léon Blum suit convaincre la Chambre que cette mesure ne pouvait être prise que dans le cadre d'un accord international.

Cette unanimité montre que le Parlement, se faisant en l'occurrence l'interprète fidèle de l'opinion publique, a envisagé le problème, non sous l'angle étroit de la politique intérieure, mais sous son aspect international.

Les plus hauts intérêts de la patrie sont en jeu dans cette affaire d'Espagne. Ne s'agit-il pas, en effet, d'arrêter une ligne de conduite qui nous garantisse contre les responsabilités de complications européennes? Or, cette ligne de conduite est clairement tracée dès l'instant que l'on veut bien faire abstraction des sympathies et des antipathies qui prennent naissance dans les luttes de partis.

Il n'est plus question de savoir qui a raison de l'Espagne marxiste ou de l'Espagne nationaliste. Ce débat nous échappe, car le devoir de toutes les nations dévouées à la paix est d'appliquer strictement le principe de l'Espagne aux Espagnols. Sur ce point, la grande majorité des Français n'éprouve aucune hésitation. Leur opinion est enracinée au plus profond des cœurs. Et c'est précisément cette opinion que le vote unanime de la Chambre a exprimée.

Aussi bien, M. Léon Blum, qui a pris la parole pour défendre le texte présenté par le gouvernement, a su trouver pour convaincre l'assemblée des paroles qui pouvaient le mieux agir sur elle. Il a évoqué le désir unanime du peuple de France de pratiquer en Espagne une politique de prudence ferme et réfléchie, comme l'est précisément la politique de non-intervention. Ce langage, qui passait par dessus la tête des élus et allait rejoindre les électeurs, ne pouvait qu'inciter l'assemblée à l'adoption du texte qui n'entrera en vigueur que lorsque les autres nations auront décidé des mesures du même ordre.

La France a apporté une nouvelle contribution à la paix. Elle attend de ses voisins qu'ils dévoilent leurs intentions.

René ROUSSEAU.

A l'unanimité, la Chambre a donné tous pouvoirs au Gouvernement en vue d'empêcher les départs de volontaires pour l'Espagne

Paris, 15 janvier. — A l'unanimité des 591 votants, c'est-à-dire sans une seule voix d'opposition, la Chambre a adopté le projet de loi qui donne au gouvernement, pour six mois, une délégation de pouvoirs afin de prendre toutes mesures utiles pour empêcher, en accord avec les autres puissances, le départ en Espagne de volontaires.

M. GEORGES BONNET va être nommé ambassadeur de France aux États-Unis

Paris, 15 janvier. — Le gouvernement français a reçu du gouvernement des États-Unis l'agrément à la nomination de M. Georges Bonnet, député, ancien ministre, comme ambassadeur de France à Washington.



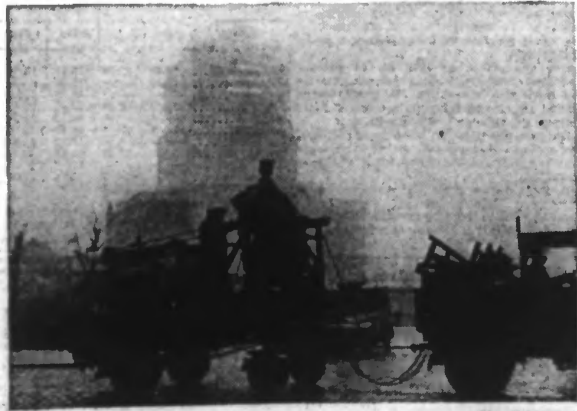
(Ph. N.Y.T.) M. GEORGES BONNET.

LE 2^e ANNIVERSAIRE DU PLÉBISCITE DE LA SARRE



(Ph. Rol.) L'hôtel de ville de Sarrebrück a été illuminé jeudi à l'occasion du deuxième anniversaire du plébiscite de la Sarre.

LA STATUE DE GALLIÉNI A QUITTÉ L'ESPLANADE DES INVALIDES



(Ph. Trampus.) L'ARRIVÉE DE LA STATUE DE GALLIÉNI AVANT DE BRUTEUIL, DERRIÈRE LES INVALIDES, OU ELLE SERA INSTALLÉE DÉFINITIVEMENT.

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE LES NATIONALISTES CONFIRMENT LA PRISE D'ESTEPONA

La bataille a repris dans le secteur de Madrid



UNE COLONNE NATIONALISTE SUR LA ROUTE D'ARACAVAL

Gibraltar, 15 janvier. — Le quartier général nationaliste d'Algésiras a annoncé officiellement que les forces nationalistes se sont emparées d'Estepona. Il a ajouté que les pertes ont été très lourdes des deux côtés.

Une visite aux légionnaires à Aracava

Avila, 15 janvier. — Un des envoyés spéciaux de l'Agence Havas a parcouru jeudi, les premières lignes du front d'Aracava.

SCÈNE DE LA VIE FUTURE



(Mond. Photo-Press.) Ne dirait-on pas une scène tirée d'un roman de Wells, que cet impressionnant défilé de scaphandriers qui s'apprentent à aller explorer les profondeurs sous-marines?

La séance est ouverte à 15 h. 05, sous la présidence de M. Edouard Herriot.

La Chambre valide sans débat l'élection de M. Lamoureux (circonscription de La-Pellisse).

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant le gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'empêcher le départ de volontaires pour l'Espagne.

L'avis favorable des commissions intéressées

M. Raymond Vidal, rapporteur de la Commission de législation civile et criminelle, fait l'historique de la question des volontaires et rappelle les démarches internationales auxquelles elle a donné lieu. Puis il commente le projet gouvernemental que la Commission a approuvé et souligne pour finir combien le vote de ce projet aidera au maintien de la paix.

M. Gramsch, au nom de la Commission des Affaires étrangères formule un avis favorable au projet.

La discussion générale

M. Herriot souligne qu'il est nécessaire qu'au lendemain de la guerre civile espagnole le gouvernement d'Espagne, quel qu'il soit, n'ait nul grief contre la France, qu'aucun gouvernement étranger ne puisse se considérer comme vainqueur ou vaincu pour poser des conditions.

Il propose que l'on retire la qualité de Français à ceux qui auront passé outre à l'interdiction et réclame les peines les plus sévères contre ceux qui envoient les autres à la mort et qui sont les plus méprisables.

M. Brun, communiste, qui interrompait se fait rappeler à l'ordre. Il reproche à sept députés de droite d'être allés rendre visite au général Franco.

(Lire la suite page 2.)

Le Cabinet allemand promulguerait prochainement une nouvelle loi sur l'unification du Reich

Berlin, 15 janvier. — Le 30 janvier, le cabinet du Reich se réunira en séance solennelle. On croit qu'il adoptera une nouvelle loi des pleins pouvoirs.

En outre, une loi importante sur l'unification du Reich sera promulguée. Cette loi supprimera définitivement l'autonomie des trois villes hanséatiques : Hambourg, Brême et Lübeck, qui seront incorporées à la Prusse, ainsi que plusieurs autres petits États, tels que l'Anhalt, le Lippe-Detmold, l'Oldenbourg, le Mecklembourg-Schwerin et le Mecklembourg-Strelitz, la Hesse et le Brunswick.

Ne paraissent devoir subsister parmi les anciens États allemands que la Prusse, la Bavière et la Saxe.

L'escadre de l'Atlantique a quitté Brest pour la côte occidentale de l'Afrique



LES TORPILLEURS ET CONTRE-TORPILLEURS DE LA 2^e ESCADRE LÉGÈRE AVANT LEUR DÉPART.

Brest, 15 janvier. — Vendredi matin, de 8 heures à 10 heures, l'escadre de l'Atlantique a appareillé par groupes pour les manœuvres qu'elle va effectuer sur la côte occidentale d'Afrique.

L'escadre comprend trois cuirassés de 2^e division de ligne, dont l'un est commandé en chef, vice-amiral de Laborde, le porte-avion « Béarn »; trois divisions de contre-torpilleurs, quatre divisions de trois torpilleurs, deux

escadres de douze sous-marins, le ravitailleur « Jules-Verne ».

Après un exercice d'attaque qui a eu lieu vendredi soir, dans les parages de Pierres Noires, au large d'Ouessant, l'attaque dirigée par les divisions légères contre la division des cuirassés escortée de ses sous-marins, l'escadre sera dimanche au large de Lisbonne où aura lieu un simulacre d'attaque d'un convoi représenté par le ravitailleur de sous-marins « Jules-Verne » escorté par le 2^e escadre légère, qui sera attaquée par la division des cuirassés.

De gros hydravions du type « Croix-du-Sud » venant de Fort Lyauté, prendront part à cet exercice.

La dislocation de l'escadre aura lieu dimanche à 14 h., devant Lisbonne et les bâtiments se dirigeront alors les uns vers Madère, les autres vers Casablanca.

M. Mussolini et le général Goering auraient examiné les moyens d'harmoniser l'action de l'Allemagne et de l'Italie à l'égard de l'Angleterre

AUCUNE DÉCISION N'aurait ÉTÉ PRISE AU SUJET DE L'ESPAGNE

Rome, 15 janvier. — Les deux entretiens, l'un d'une heure, l'autre de deux heures et demi, que le général Herman Goering a eus, jeudi, avec M. Mussolini, ont permis aux deux hommes d'Etat de passer en revue tous les problèmes qui intéressent leurs pays.

Au cours du premier entretien, MM. Goering et Mussolini ont surtout fait le classique tour d'horizon, les problèmes d'Espagne n'intervenant qu'accessoirement.

Les rapports entre l'Allemagne et la France et entre l'Allemagne et l'Angleterre ont été pris en considération. On a examiné en particulier les conditions d'un rapprochement entre Berlin et Londres.

Toutefois, l'Italie, assurait-on, ne jouerait pas le rôle d'intermédiaire que certains lui ont prêtée. L'Allemagne estime qu'elle peut fort bien se rapprocher de la Grande-Bretagne directement.

Ce rapprochement tendrait à harmoniser l'action de l'Italie et de l'Allemagne à l'égard de la Grande-Bretagne. C'est au cours de la deuxième entrevue que les questions d'Espagne ont été examinées en elles-mêmes.

Les deux hommes d'Etat se seraient trouvés d'accord pour poursuivre leur politique commune.

Toutefois, aucune décision n'aurait été prise. MM. Mussolini et Goering examineraient, en effet, que dans l'état actuel des choses et principalement devant l'attitude encore incertaine de la France, on ne peut qu'énumérer les diverses façons dont les événements peuvent tourner. Ce sont des éventualités qui ont été analysées et on a recherché comment, dans chacun des cas possibles, il serait bon de réagir en commun.

La dernière note italienne sur les volontaires a aussi retenu l'attention de Duce et du ministre allemand. Aucune question économique n'a été abordée.

Le général Goering est allé vendredi matin rendre hommage au maréchal des milices fascistes, où il a été reçu par le général Luigi Russi, commandant en chef des milices.

Il est ensuite rendu au Forum Mussolini, siège de l'œuvre nationale des Balilla et de l'académie d'éducation physique.

Une brillante réception a eu lieu à la fin de l'après-midi, au Capitole en l'honneur du général Goering.

Puis un concert a été donné à l'opéra de Rome. Les hymnes allemand et italien ont été joués.

LE CORPS DU BARON J. DE BORCHGRAVE EST ARRIVÉ HIER A BRUXELLES



M. KERCHOVE DE DENTERGHEM, AMBASSADEUR DE BELGIQUE, LE FILS DE M. DE BORCHGRAVE, ET LE PERSONNEL DE L'AMBAISADE DE BELGIQUE À PARIS, SAUVENT À SON PASSAGE À LA GARE DU NORD, LA DÉPOUILLE MORTELLE DU DIPLOMATE BELGE QUI EST ACHEMINÉE VERS BRUXELLES. (Ph. Kroyssens.)

UNE PRISE D'ARMES AU BOURGET

Le Bourget, 15 janvier. — Au cours d'une importante prise d'armes, qui a eu lieu vendredi matin au Bourget, en présence de M. Pierre Cot, du maréchal Fritain et de nombreux généraux, le général Barès a reçu la médaille militaire des mains du ministre.

Le général Barès a été ensuite à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur les généraux Péquart, Dala-fond, Lacolley.

La dépouille mortelle du baron Jacques de Borchgrave, assassiné par les communistes à Madrid, venant de Paris, est arrivée à Bruxelles vendredi.

Sur le quai de la gare se trouvaient la mère de la victime, le comte de Lichtenfeld, représentant le premier ministre et de hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères.

Après la sortie de la gare, le cercueil a été déposé sur un corbillard et conduit à l'église de Laeken, où les obsèques ont été chantées par Mgr de Voghel, conseiller ecclésiastique à l'ambassade belge du Vatican.

Presque tous les journaux de droite et de gauche réclament la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement de Madrid, si celui-ci ne donne pas satisfaction au gouvernement.

Le Peuple continue de demander le renvoi devant la Cour internationale de La Haye. Des journaux radicaux optent pour la constitution d'un collège d'arbitres.

M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, a communiqué à ses collègues vendredi soir, la réponse du gouvernement de Madrid au sujet des revendications de la Belgique. Le gouvernement belge reconnaît qu'il a eu satisfaction quant aux honneurs militaires rendus au défunt et à la présence d'un fonctionnaire belge à l'enquête. Mais il n'accepte pas le point de vue du gouvernement de Madrid au sujet de l'indemnité qu'il réclame et il a décidé d'insister de nouveau pour avoir satisfaction sur ce point.

UN CONSEIL DES MINISTRES SE TIENDRA LUNDI

Paris, 15 janvier. — Les ministres se réuniront lundi matin, à l'Élysée, en Conseil. Ils seront appelés à se prononcer sur le projet de M. Bedouin, relatif à l'application des quarante heures dans les Compagnies de chemins de fer.



(Ph. Rol.) M. PIERRE COT DÉCROQUANT LE GÉNÉRAL BARÈS.